

## 32 ans après le génocide des Tutsi du Rwanda

### COMMÉMORER NE SUFFIT PAS

Nous rendons hommage aux victimes et aux survivants.  
**C'est nécessaire. Mais cela ne suffit pas.**

*« Il ne suffit pas de se souvenir des morts, nous devons tirer les leçons des échecs du passé et protéger les vivants. »*

— António Guterres, Secrétaire général de l'ONU

### En France aujourd'hui :

- Le débat sur les responsabilités françaises reste largement insuffisant
- Le silence politique et médiatique s'installe de nouveau
- Une nouvelle « nuit rwandaise » fait suite au déni

**Sans vérité, la mémoire est incomplète.  
Sans responsabilité, les principes restent des mots.**

### SIGNEZ LA PÉTITION OFFICIELLE

*(déposée à l'Assemblée Nationale)*

👉 <https://petitions.assemblee-nationale.fr/initiatives/5042>

🕒 2 minutes pour signer – puis partagez

**Signer, c'est refuser l'oubli.**

**Partager, c'est refuser le silence, c'est assurer son devoir de citoyen de France et du Monde.**



## 32 ans après le génocide des Tutsi du Rwanda

### COMMÉMORER NE SUFFIT PAS

Nous rendons hommage aux victimes et aux survivants.  
**C'est nécessaire. Mais cela ne suffit pas.**

*« Il ne suffit pas de se souvenir des morts, nous devons tirer les leçons des échecs du passé et protéger les vivants. »*

— António Guterres, Secrétaire général de l'ONU

### En France aujourd'hui :

- Le débat sur les responsabilités françaises reste largement insuffisant
- Le silence politique et médiatique s'installe de nouveau
- Une nouvelle « nuit rwandaise » fait suite au déni

**Sans vérité, la mémoire est incomplète.  
Sans responsabilité, les principes restent des mots.**

### SIGNEZ LA PÉTITION OFFICIELLE

*(déposée à l'Assemblée Nationale)*

👉 <https://petitions.assemblee-nationale.fr/initiatives/5042>

🕒 2 minutes pour signer – puis partagez

**Signer, c'est refuser l'oubli.**

**Partager, c'est refuser le silence, c'est assurer son devoir de citoyen de France et du Monde.**



Commémorer autour d'une stèle est nécessaire. Mais cela ne doit pas remplacer le travail indispensable de réflexion citoyenne sur les « **responsabilités écrasantes de la France** ».

D'autant que nous sommes entrés dans **une nouvelle « nuit rwandaise »**, créée depuis le rapport Duclert par le silence du monde politique et médiatique — silence que cette pétition entend précisément dénoncer.

Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a reconnu « *l'échec de la communauté internationale à répondre aux avertissements et à prendre des mesures immédiates pour sauver des vies* ».

Il insiste : « Il ne suffit pas de se souvenir des morts, nous devons tirer les leçons des échecs du passé et protéger les vivants. »

Il appelle à rejeter la haine, les discours incendiaires, et à renforcer la cohésion sociale, tout en rappelant **l'obligation des États de prévenir les génocides** et d'appliquer pleinement le droit international. Le Haut-Commissaire aux droits de l'homme, Volker Türk, avertit : « Le génocide ne se produit pas du jour au lendemain. » Il résulte de signaux connus : discrimination, déshumanisation, incitation à la haine.

Et l'inaction face à ces signaux constitue une **faute historique et juridique**.

**Au regard de ces principes, la France ne peut que se sentir concernée :**

- par son rôle au moment des faits, devenant même complice des génocidaires qu'elle a soutenus
- mais aussi par son insuffisance actuelle à tirer toutes les leçons de ses responsabilités (crimes de la Françafrique, dysfonctionnement des institutions de la Vème République, déni politique et médiatique organisé...)

Dans un monde où les relations internationales se dégradent, où les crimes de masse persistent et où le droit international est fragilisé, **la France ne peut prétendre incarner une voix universaliste crédible sans examiner lucidement son propre passé.**

Il ne s'agit ni d'auto-flagellation, ni de polémique. **Il s'agit de cohérence.**

Et cette cohérence passe par un geste simple :

- 👉 permettre un débat démocratique. Une pétition citoyenne officielle, déposée sur le site de l'Assemblée nationale, demande précisément cela :
- 👉 un contrôle parlementaire sur les responsabilités de la France dans le génocide des Tutsi.

Aujourd'hui, elle ne compte encore que quelques dizaines de signatures. Ce chiffre est révélateur : d'un malaise, d'un silence, d'une difficulté à regarder l'histoire en face. Parfois, ce ne sont pas les faits qui condamnent une époque, mais ce qu'elle choisit d'en faire — ou de ne pas en faire.

**Citoyennes, citoyens, devenez les Zola de cette cause !!!**

**Aujourd'hui, la France est face à ce choix.**

Commémorer autour d'une stèle est nécessaire. Mais cela ne doit pas remplacer le travail indispensable de réflexion citoyenne sur les « **responsabilités écrasantes de la France** ».

D'autant que nous sommes entrés dans **une nouvelle « nuit rwandaise »**, créée depuis le rapport Duclert par le silence du monde politique et médiatique — silence que cette pétition entend précisément dénoncer.

Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a reconnu « *l'échec de la communauté internationale à répondre aux avertissements et à prendre des mesures immédiates pour sauver des vies* ».

Il insiste : « Il ne suffit pas de se souvenir des morts, nous devons tirer les leçons des échecs du passé et protéger les vivants. »

Il appelle à rejeter la haine, les discours incendiaires, et à renforcer la cohésion sociale, tout en rappelant **l'obligation des États de prévenir les génocides** et d'appliquer pleinement le droit international. Le Haut-Commissaire aux droits de l'homme, Volker Türk, avertit : « Le génocide ne se produit pas du jour au lendemain. » Il résulte de signaux connus : discrimination, déshumanisation, incitation à la haine.

Et l'inaction face à ces signaux constitue une **faute historique et juridique**.

**Au regard de ces principes, la France ne peut que se sentir concernée :**

- par son rôle au moment des faits, devenant même complice des génocidaires qu'elle a soutenus
- mais aussi par son insuffisance actuelle à tirer toutes les leçons de ses responsabilités (crimes de la Françafrique, dysfonctionnement des institutions de la Vème République, déni politique et médiatique organisé...)

Dans un monde où les relations internationales se dégradent, où les crimes de masse persistent et où le droit international est fragilisé, **la France ne peut prétendre incarner une voix universaliste crédible sans examiner lucidement son propre passé.**

Il ne s'agit ni d'auto-flagellation, ni de polémique. **Il s'agit de cohérence.**

Et cette cohérence passe par un geste simple :

- 👉 permettre un débat démocratique. Une pétition citoyenne officielle, déposée sur le site de l'Assemblée nationale, demande précisément cela :
- 👉 un contrôle parlementaire sur les responsabilités de la France dans le génocide des Tutsi.

Aujourd'hui, elle ne compte encore que quelques dizaines de signatures. Ce chiffre est révélateur : d'un malaise, d'un silence, d'une difficulté à regarder l'histoire en face. Parfois, ce ne sont pas les faits qui condamnent une époque, mais ce qu'elle choisit d'en faire — ou de ne pas en faire.

**Citoyennes, citoyens, devenez les Zola de cette cause !!!**

**Aujourd'hui, la France est face à ce choix.**